



Berne, le 9 juin 2022. Le conseiller national valaisan Benjamin Roduit (Le Centre) porte volontiers du violet, même s'il ne participera pas à la Grève des femmes. Yvain Genevay



Benjamin Roduit, un crocodile au goût du jour

NICOLE LAMON

nicole.lamon@lematindimanche.ch

● Les réponses conservatrices se multiplient sous la Coupole fédérale. Le conseiller national valaisan incarne ce «retour à certaines valeurs» et se met à table pour causer féminisme.

Sa motion s'est taillé une petite célébrité, pourtant traitée au milieu d'une session parlementaire particulièrement chargée. Mais quelle mouche a donc piqué Benjamin Roduit pour demander au Conseil fédéral l'interdiction dans l'administration de l'écriture inclusive et du langage épïcène, alors qu'aucune réelle velléité en ce sens ne s'était manifestée? Pause-café à la Galerie des Alpes du Palais fédéral, qui a enfin retrouvé son atmosphère grouillante.

Les étiquettes

Le conseiller national du Centre est discret, et parle bas. Il semble ravi mais surtout surpris du succès de sa proposition, dont le Conseil fédéral ne voulait pas. On comprend vite qu'il s'agit de bien davantage que de textes administratifs: «Je ne veux pas de catégories identitaires. Le langage doit être clair pour exprimer notre pensée et ce que nous sommes.»



«Je ne remets pas en cause l'égalité, mais les féministes ont vingt ans de retard.»

Justement, et si nous ne sommes pas un homme hétérosexuel, on fait comment? «Le masculin générique n'est dirigé ni contre les femmes, ni contre une minorité ou une autre. J'accepte que la langue évolue, et certains points de l'orthographe révisée ne me dérangent pas. Mais là, on veut politiser le langage en lui ajoutant des étiquettes, cela va diviser la société.» À la tribune du National, Benjamin Roduit était allé plus loin: «En tant que professeur de français qui a consacré toute sa carrière à transmettre aux jeunes les ressources infinies du langage, je suis choqué de voir comment on peut le sacrifier pour des raisons purement idéologiques et sans consensus.»

La bergère

Alors, il renâcle à se faire imposer le féminin, «pas toujours adéquat». Ah bon? Anecdote: «J'expliquais hier à l'ambassadeur de Roumanie en Suisse le travail d'une femme de poigne à la montagne. Utilisant le mot «bergère», je me suis rendu compte que cela n'allait pas: trop connoté, trop réducteur,

voire péjoratif. Alors j'ai parlé de responsable d'alpage, et cela convenait beaucoup mieux à ce que je voulais dire.» Dans la discussion, il utilisera pourtant par deux fois l'expression «toutes et tous», signe que certaines évolutions sont en train de s'imposer malgré tout, malgré lui. Il sourit et s'excuse presque, ne s'en étant pas rendu compte.

Le Centre

Sceptique face à trop de changements de langage, Benjamin Roduit l'était aussi face au nouveau nom de son parti, mais il s'est finalement fait au Centre: «Je suis déçu en bien, emprunte-t-il aux Vaudois. Mais c'est une décision éminemment politique, qui ne change en rien mes convictions.» Et ses convictions, précisément, elles sont fondées sur les valeurs chrétiennes et familiales, qui semblent redevenir un refuge pour nombre de parlementaires en ce printemps 2022, tandis qu'une guerre fait rage à moins de 2000 kilomètres. Et l'alpiniste Roduit de filer la métaphore: «Quand un accident survient en montagne, on ne se demande pas si c'est Air-Glacières ou la Rega qui va venir, on doit sauver le gars.»

Il n'empêche, le contraste avec les revendications portées haut il y a juste trois ans, lorsque la Grève des femmes réunissait plus d'un demi-million de personnes dans les rues du pays, est saisissant. Ce 14 juin, les rassemblements risquent d'être confi-



dentiels, et les thématiques féministes sont à la peine au parlement. Pis, le ton de ces débats est souvent désagréable, empreint d'agressivité latente. Ces derniers jours, le Conseil des États a refusé un congé prénatal, une augmentation des allocations maternité ou encore la solution du consentement lors de la révision de la loi sur les infractions sexuelles.

La consolidation

Si les thématiques violettes ont du plomb dans l'aile, l'heure est plutôt austère. Dans tous les secteurs, elle sonne la consolidation des fondamentaux. De la réforme de l'AVS en septembre, qui a de bonnes chances de passer malgré une retraite repoussée à 65 ans pour les femmes, à celle du deuxième pilier qui exigera des sacrifices, en passant par l'augmentation du budget militaire décidée il y a peu par le National. «La crise nous a offert l'opportunité de redonner du sens à certaines valeurs, à ce que nous avons de plus précieux, et c'est tant mieux. Nous avons plus que jamais

besoin d'une boussole», estime Benjamin Roduit.

Sans triomphalisme aucun, l'homme incarne assez bien ce repli politique, qui laisse certaines thématiques libérales, mais surtout féministes, sur le carreau. «Je ne remets pas en cause l'égalité, mais les féministes ont vingt ans de retard. Ce combat a été gagné par Simone Veil et

celles qui ont suivi. Et en Suisse, il est gagné depuis le droit de vote accordé aux femmes. Dans les grandes lignes, l'égalité est aujourd'hui réalisée. Il reste des dossiers particuliers, sur lesquels il faut avancer ensemble, hommes et femmes, mais en sortant d'une systématique d'opposition.» Et de citer les inégalités salariales ou la lutte contre les violences domestiques.

Le terrain

Même s'il ne sera pas dans la rue le 14 juin, comprend-il celles et ceux qui demandent d'aller plus loin, plus vite? «Certains féministes ont gardé un esprit de militantisme même si elles sont élues, cela ne va pas. Personnellement, je n'irai jamais manifester, même pour des causes qui me tiennent à cœur. Si l'on est élu, c'est pour trouver des compromis ensemble, pas pour protester sur la place Fédérale ou ailleurs.»

On lui rappelle l'adage qui veut que quand les droits des femmes ne progressent plus, ils reculent. L'exemple de la Cour suprême des États-Unis, qui devrait ouvrir la voie à une restriction, voire une interdiction de l'avortement, en est un triste exemple récent. Pas pour lui: «Il faut remettre les choses dans leur contexte. Il ne s'agit pas d'une décision morale, mais simplement d'une décision fédéraliste, les États décideront au plus près de leur conscience. Je ne peux pas criti-

quer cela.» Et tant pis alors si par la suite les femmes perdent des droits, des libertés? «Cela n'arrivera pas. Car la réalité, c'est que les femmes ont de plus en plus de responsabilités un peu partout et c'est tant mieux. Mais cela tend parfois à déresponsabiliser les hommes, donc il faut faire attention à l'équilibre au sein de la société, comme au sein des couples.» Et s'en traider.

 **«On veut politiser le langage en lui ajoutant des étiquettes, cela va diviser la société.»**

Pas qu'en théorie, lors des séances de la commission de la santé et de la sécurité sociale dans laquelle il siège, mais aussi sur le terrain. En 2016, il a entrepris une «année différente» avec sa femme Anne, sur les chemins de Compostelle, puis comme bénévole en Haïti ou au Bénin. «Quand on côtoie la misère, quand un enfant meurt dans vos bras, on comprend mieux ce qui compte vraiment», finit-il dans un murmure. Dès ce week-end, il accueille dans sa maison de Saillon une réfugiée d'Ukraine et son enfant. On n'en parle pas.



En chiffres

60

Le prochain anniversaire qu'il fêtera sera rond. Et ce sera le 22 novembre.

15

Le nombre de fois qu'il a pris part à la Patrouille des Glaciers. Il a aussi gravi tous les 4000 mètres de Suisse.

2018

Accession surprise au Conseil national, en remplacement de Yannick Buttet, démissionnaire.

4

Le nombre de ses enfants, dont deux sont ordonnés prêtres. Lui et son épouse ont également six petits-enfants.